

ŒUVRES SOCIALES

64 % des établissements scolaires ont désigné leurs représentants

C'est demain qu'auront lieu les élections pour le choix du mode de gestion des œuvres sociales de l'éducation. Selon le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) et l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), 64% des établissements scolaires ont désigné leurs représentants.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - C'est la dernière ligne droite pour la campagne de sensibilisation menée par les syndicats du secteur de l'éducation.

Les élections pour le choix entre une gestion centralisée ou décentralisée des œuvres sociales auront lieu demain.

Les coordonnateurs du Cnapest et de l'Unpef, qui ont animé, hier, conjointement, une conférence de presse à Alger, sont confiants.

«Nous avons enregistré un grand intérêt de la part des enseignants pour les élections», ont-ils indiqué. En témoigne, soulignent les deux formations syndicales qui appellent à une gestion centralisée à travers l'élection des commissions de gestion de wilaya et une commission nationale, le nombre d'établissements qui ont déjà désigné un représentant.

Selon ces syndicalistes, 64,32 % des établissements du cycle primaire, 80 % du moyen et 94 % du secondaire ont désigné leurs représentants.

Au total, ce sont 64 % des établissements au niveau national qui ont désigné un candidat pour les représenter dans les commissions de gestion.

Selon Nouar Larbi, coordonnateur du Cnapest, il ne s'agit pas de changer de mode de gestion mais de structure qui va gérer en toute transparence la manne financière des œuvres

sociales estimée à 4 000 milliards de centimes.

Le Cnapest, tout comme l'Unpef, a déclaré qu'il ne sera pas candidat à ces élections, précisant que son rôle se limitera à une surveillance du travail des commissions qui seront élues par les travailleurs du secteur.

«Nous n'avons pas l'intention d'accaparer l'argent des œuvres sociales», a assuré le porte-



Photo : Samir Sid.

parole du Cnapest. Les deux syndicats se disent œuvrer pour mettre fin au monopole de

l'UGTA, restituer les emprunts maintenus par des milliers de syndicalistes et personnes hors

secteur, qui ont profité de l'argent des travailleurs et le patrimoine mobilier et immobilier que certains veulent accaparer, faire avorter la tentative d'émission des sommes colossales servies par l'Etat au bénéfice des travailleurs, préserver tous les droits et particulièrement ceux des retraités, veuves, grands malades, orphelins et démunis.»

Pour toutes ces raisons, l'Unpef et le Cnapest appellent les travailleurs à se mobiliser, demain, pour choisir «le bulletin n°1 représentant le choix de commissions de gestion pour faire de ce scrutin un tournant historique».

S. A.

Le CLA appelle à un débrayage pour demain

Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) maintient son mot d'ordre de grève pour demain mercredi. Le syndicat justifie son mouvement de protestation d'une journée par le fait que la tutelle n'ait pas tenu ses promesses concernant les principales revendications du syndicat dont les questions du statut, des rappels et des œuvres sociales.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le CLA a opté pour le débrayage en consultant sa base, a déclaré, hier, Idir Achour, coordinateur national du syndicat. Pour le syndicaliste, les enseignants veulent dénoncer, à travers ce mouvement de protestation, les engagements non tenus par la tutelle. Ils évoquent notamment «les ponctions sur salaires décidées par le ministère de l'Education pour ce mois de décembre et sans consultation de

la base». Pour les membres du CLA, les responsables au niveau de la tutelle auraient dû d'abord négocier avec les personnes concernées «au lieu de prendre une décision unilatérale qui ne va pas dans le sens des intérêts des travailleurs».

Le coordinateur du CLA a évoqué une autre revendication du syndicat et qui concerne les rappels qui, selon lui, a été renvoyée aux calendes grecques. Ils demandent ainsi à ce que ces rappels soient versés dans leur totalité avant la fin de l'année et en une seule tranche. Les syndicalistes exigent aussi une retraite à 100% après 25 ans de service. «Le ministère de l'Education nous avait assurés que toutes nos revendications seront prises en considération, mais ces promesses n'ont pas été tenues à ce jour», a déclaré le coordinateur du CLA.

Concernant le statut des enseignants du secteur, il a dénoncé le fait que les textes

soient en train d'être réalisés «dans une opacité totale» et sans la participation des syndicats. Pour ce qui est de la question des œuvres sociales, le syndicaliste a dit que les travailleurs ne doivent pas se tromper de bataille, c'est-à-dire se concentrer uniquement sur les œuvres sociales et reléguer les autres revendications au second plan. Il dira, par ailleurs, que le CLA a donné instruction pour que les enseignants optent pour la décentralisation au niveau des établissements. Ceci après avoir abandonné l'option du troisième mois, laquelle n'a pas été retenue par la tutelle. Le CLA appelle ainsi à la mobilisation des enseignants et assure que si d'ici le mois de janvier prochain, les revendications des travailleurs ne sont pas prises en considération par la tutelle, d'autres mouvements de protestation plus radicaux seront programmés.

F.-Z. B.

FRANTZ FANON. IL Y A CINQUANTE ANS, LE 6 DÉCEMBRE 1961, DÉCÉDAIT LE THÉORICIEN DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Il avait 36 ans...

Par Hassane Zerrouky

Cinquante ans après sa mort, retenons que l'auteur du remarquable Peau noire et masque blanc fut l'un des rares dirigeants du FLN à avoir tenté de théoriser la guerre de libération nationale à travers deux livres - Les Damnés de la terre et L'An V de la révolution algérienne - et des articles et éditoriaux dans El Moudjahid. Et qu'il avait pris conscience sans doute bien avant de nombreux dirigeants nationalistes que la guerre de libération nationale dépassait le cadre de l'Algérie et du Maghreb et se gagnait aussi en Afrique en isolant le colonialisme français.

Ceux, en effet, qui avaient pris l'initiative de déclencher la guerre de libération contre ce qui constituait le noyau dur de la

colonisation française - l'Algérie coloniale - n'en ont pris conscience que tardivement ⁽¹⁾. C'est en Tunisie, en 1957, comme cadre actif du FLN et l'un des membres de la rédaction d'El Moudjahid, que Fanon fait partie de ceux qui comprennent que la guerre de libération algérienne va accélérer le processus de la décolonisation de l'Afrique sub-saharienne et inversement. Il fera alors naturellement partie de la délégation du FLN à la première conférence de l'Union des peuples africains à Accra au Ghana, aux côtés d'Ahmed Boumendjel et Chawki Mostefaï.

Outre le Ghanéen Kwame N'Krumah et le Malien Mobido Keita, il connaissait bien le Camerounais Felix Moumié et le Congolais Patrice Lumumba avec qui il s'était lié d'amitié, avant que tous deux ne soient assassinés.

Les rencontres avec les dirigeants des mouvements de libération africains se poursuivirent à Tunis où, en janvier 1960,

se tiendra la deuxième conférence de l'Union des peuples africains à laquelle il prendra une part décisive en tant que représentant du FLN. Et c'est à Tunis, où il dénonce les «visages camouflés de la domination coloniale», qualifiant l'Ivoirien Houphouët Boigny d'«empereur délégué de l'ancienne métropole», qu'il lance l'idée d'un corps de volontaires africains pour se battre aux côtés des Algériens, tout en activant à l'émergence de foyers d'insurrection à travers toute l'Afrique pour venir à bout de la domination coloniale.

Nommé ambassadeur du FLN à Accra, Fanon continue à croire en une révolution africaine tout en mettant en garde contre la montée de ces bourgeoisies prêtes à s'allier à l'ancien colonisateur français ou britannique.

Proche des officiers de l'ALN (Armée de libération nationale), dont le chef, le colonel Houari Boumediène, l'invitera à animer des conférences-débats avec ses officiers, il se voit confier une mission :

ouvrir un troisième front armé à la frontière algérienne au Nord Mali. Une tâche dont Fanon s'acquittera alors qu'il était déjà rongé par la leucémie.

Hospitalisé aux Etats-Unis, il décède le 6 décembre 1961, moins de trois mois avant le cessez-le-feu. Quand son corps est transféré en Tunisie, le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) décide alors de respecter son vœu : être enterré en Algérie. Une unité combattante de l'ALN achemine la dépouille de Fanon pour l'inhumer en Algérie, à Ain Kerma, dans la région d'El Tarf.

H. Z.

(1) Cet article emprunte aux livres d'Alice Cherki, *Fanon, portrait* (Editions du Seuil, 2000), *L'Algérie en armes* de Slimane Cheikh (Editions OPU, Alger, 1981) et Frantz Fanon, *Pour la Révolution africaine et L'an V de la révolution algérienne* (Editions Maspéro).